plus les Romains de leurs anciennes mœurs et complétât leur asservissement. Enerver les riches par les plaisirs et les pauvres par l'aumône et les spectacles furent les deux grands moyens de gouvernement. Tout est dit chez un peuple quand le sénat règle gravement l'ordre et le menu des festins et que la plèbe accepte les lois les plus dures pourvu qu'on lui ramène un baladin aimé du public.

Avant d'être insolent et en attendant qu'il puisse l'être impunément, le *despotisme* se fait hypocrite. C'est au nom de la république et sous ses lois que sont minées sourdement les institutions républicaines. Il sait que les Romains ne veulent pas d'un roi; mais, tout en s'arrogeant plus que le pouvoir royal, il en répudie le faste et affecte l'extérieur de l'égalité. Tibère ménage encore la transition. Bannie à jamais des institutions et des mœurs, la république subsiste toujours aux frontons des monuments. Après Tibère, il n'y a plus que des empereurs. *Cæsar dixit :* telle est la formule des lois. Notre siècle a été témoin de pareils ménagements. Nous avons encore des monnaies qui portent au revers : *République française*, et à la face : *Napoléon, empereur*.

Quand chez un peuple les institutions civiles s'affaissent, que la magistrature s'avilit, que les corps politiques perdent peu à peu leur indépendance, que la religion se dégrade en appelant les bénédictions du ciel sur les forfaits de la terre, que le pouvoir suprême aux mains d'un être vil, débauché et lâche n'est plus qu'un objet de risée et de mépris, que la société enfin, pareille à un édifice qui a perdu son aplomb, ressent les premières secousses qui en annoncent l'écroulement, il est une institution qui grandit et se renforce de la faiblesse de toutes les autres : c'est l'armée. L'histoire des armées est celle des nations, a dit de nos jours à ses soldats un personnage qui leur devait bien ce propos flatteur. Eh bien, malheur aux nations quand les armées entendent un pareil langage et qu'elles apprennent ainsi le secret de leur force! Malheur surtout lorsqu'elles se composent d'éléments, étrangers ou nationaux, peu importe, qui, sortis à jamais de la vie civile, ne connaissent plus d'autre patrie que la caserne, d'autre religion que le drapeau, d'autres devoirs que l'obéissance passive! L'avénement des armées sur la scène politique est tout à la fois un symptôme et une cause de décadence : un symptôme, parce qu'il marque les progrès de la maladie du corps social; une cause, parce que les armées sont les derniers soutiens du *despotisme*. A la première heure, les trembleurs qui redoutaient l'anarchie se réjouissent d'avoir retrouvé à l'ombre d'un sabre quelque sécurité, et, comme il peut arriver que les forces vives de la nation se soient réfugiées sous les drapeaux, il y règne une apparence de force qui crée l'illusion. Mais le pivot du pouvoir s'est déplacé; il n'est plus dans la masse des citoyens, puisqu'ils ont abdiqué; il n'est même plus dans le prince qui le leur a ravi : il est tout entier dans la garde qui veille aux portes de son palais d'aujourd'hui, qui demain sera sa prison. C'est l'histoire de l'empire romain mis à l'encan par les prétoriens. César aurait pu impunément dissoudre ses légions; mais quand Pertinax refuse à ses soldats le prix de leurs votes, il est massacré.

Après de violentes secousses qui seules l'avaient rendu possible, nous avons subi en France le *despotisme* militaire. Quoique paré de la gloire des armes et racheté par de bonnes institutions civiles, il nous a semblé fort dur. Que devait-il être dans les derniers temps de l'empire romain où les armées vengeaient leurs défaites par la spoliation des deniers publics et l'oppression des citoyens?

Les armées permanentes sont le plus ferme pilier des monarchies. Charles VII ne s'est cru vraiment roi qu'après la création des compagnies d'ordonnance. Plus ombrageux que son père, Louis XI n'était en sûreté qu'au milieu de sa garde écossaise. La présence en France des troupes étrangères pendant près de quatre siècles n'a pas peu contribué à y retarder l'avénement de la liberté.

Les publicistes les plus autorisés se demandent chaque jour si la liberté politique peut se concilier avec l'entretien d'une armée permanente. Aucune question n'a plus exercé nos propres méditations, et nous sommes obligé d'avouer que, selon nous, une armée permanente est un danger permanent; elle n'est pas le *despotisme*, mais elle le contient en germe. Tant qu'on n'ajoutera pas à la théorie de la charge en douze temps quelques notions de droit public, tenez pour certain qu'en cas de conflit entre les pouvoirs civils l'armée jettera son épée dans le plateau qui contient pour elle l'avancement, les grades, les décorations, les dignités et les profits.

En reprenant le mot que nous citions tout à l'heure, nous dirons : l'histoire des armées est l'histoire du *despotisme;* toutes les annales de l'Europe en font foi. C'est du sein de son armée que Charles XII envoyait aux Suédois une botte pour les gouverner. C'est avec une armée espagnole étrangère au pays que Philippe II a couvert les Pays-Bas de gibets et de bûchers. C'est avec une armée italienne que naguère encore la maison d'Autriche contenait la Hongrie, et réciproquement. Les graves embarras de l'empire d'Autriche et les concessions qu'il est obligé de faire aux Hongrois viennent précisément de ce qu'il vient de perdre, en restituant la Vénétie, un de ses instruments de compression. Si la Grande-Bretagne a joui avant les autres nations de la liberté politique, c'est parce que sa position insulaire la dispensait d'entretenir de fortes troupes à son service. Faut-il enfin un exemple plus frappant? Il y a près d'un siècle, les Etats-Unis d'Amérique avaient à peine levé la bannière de l'indépendance que déjà les armées, bien que composées de milices, songeaient à séparer leur cause de la cause nationale. Il fallut toute l'énergie de Washington et tout l'ascendant que son beau caractère avait conquis sur ses troupes pour les empêcher de lever le camp de Walley-Forge et de se porter sur Philadelphie dans le but de dissoudre le congrès. La guerre durait encore que les officiers offraient déjà à leur chef le sceptre et la couronne, en échange, cela va sans dire, de quelques bonnes récompenses. Voilà l'instinct des armées. On sait avec quelle vertueuse indignation le grand citoyen repoussa ces offres séduisantes et paralysa d'avance toute tentative d'usurpation de la part de ses successeurs. Que fût-il advenu des Etats-Unis, si le chef à qui ils avaient confié leur épée n'eût été un parfait honnête homme?

Si le *despotisme* ne se rencontrait qu'à l'origine des sociétés, s'il était resté concentré en Asie, si l'Europe n'en avait été infectée, s'il n'y possédait encore de vastes contrées, si enfin, déraciné une fois du sol, il n'y repoussait pas de nouveau, nous pourrions l'examiner de sang-froid et sans passion comme on dissèque le cadavre d'un monstre qui n'est plus. Mais lorsqu'on le voit souvent ranimé par les excès de l'anarchie, lorsqu'on remarque que les peuples épuisés par les discordes civiles sont toujours prêts à se jeter dans les bras du *despotisme*, comme s'ils préféraient une sécurité honteuse aux agitations de la liberté, on a le droit d'être inquiet et le devoir de rester sur le qui-vive. Nous ne parlerons pas de la féodalité, de tous les *despotismes* le plus écrasant, parce qu'il portait de plus près sur les épaules des peuples. Mais avant de s'offrir d'elles-mêmes comme une proie facile à une multitude de petits tyranneaux, les républiques italiennes du moyen âge avaient goûté toutes les joies de l'indépendance. Elles en avaient même recueilli les fruits, puisqu'au milieu d'une Europe pauvre et barbare elles possédaient tout, sciences et arts, industrie et commerce, richesses et lumières. Et dans quels antres ces richesses furent-elles dévorées? Les despotes de l'Orient sont des agneaux auprès de ce Visconti qui dressait des chiens pour la chasse aux hommes, et de cet Eccelino de Padoue dont la férocité eût effrayé l'imagination d'un Caligula! D'où provenait cette décadence? Du défaut de sagesse politique, de la rivalité des villes entre elles et de cette éternelle guerre des classes sociales qui, dans l'Italie du moyen âge comme dans l'Italie ancienne, avait engendré le *despotisme* et qui l'engendrera toujours tant que les progrès de la raison n'auront pas amené une franche et complète réconciliation.

Y a-t-il des freins au *despotisme?* Oui, disent à la fois les théocrates et les partisans de la monarchie absolue, qui généralement font cause commune en cette matière. Il y a d'abord les lois et coutumes de l'Etat, cette espèce de barrière morale qu'on retrouve partout jusque dans le désert, et que même un chef de tribus sauvages ne saurait franchir. Il y a de plus les corps constitués, les corps de noblesse surtout, qui, en vertu de leurs priviléges, contiennent dans son orbite le pouvoir absolu; puis enfin il y a la religion.

Voyons tout cela de plus près.

Mais d'abord, répondrons-nous, ces lois qu'on invoque, qui les a établies? Le caprice du maître, qui peut les changer d'un jour à l'autre. En s'y soumettant, si tant est qu'il veuille bien s'y soumettre, à quoi obéit-il, si ce n'est à sa propre volonté? Quand la loi gêne, on la fausse ou on la brise, et tout est dit. Est-ce que les lois manquaient à Rome? Croit-on qu'elles fassent défaut en Turquie? Pour être plus hypocrite que l'autre, le *despotisme* légal n'en est pas moins le *despotisme*, et pour un peuple civilisé c'est peut-être le plus redoutable, parce qu'en se parant des couleurs de la légalité et en s'exerçant au nom du peuple lui-même, il fait illusion et se crée quelques chances de durée de plus.

Les aristocraties! On connaît leur esprit et leurs tendances; si elles contiennent le pouvoir dans de certaines limites, si même elles en arrachent des lambeaux, ce n'est jamais qu'à leur profit et au détriment de la liberté. Quand, sous les rois de France des deux premières races, les leudes eurent usurpé les droits régaliens, il surgit autant de petits despotes qu'il y avait de châteaux et de donjons flanqués comme des embuscades au tournant des chemins et au passage des rivières. Ne fallait-il pas que la royauté s'unît aux communes pour abattre la féodalité? Et ce raffermissement de l'autorité royale, si despotique qu'elle fût, n'a-t-il pas été salué par tous les chroniqueurs et par tous les historiens comme un progrès?

Reste la religion. Les écrivains catholiques prétendent que le clergé s'est toujours montré l'adversaire du *despotisme* des rois, et Montesquieu incline vers cette opinion. Sur ce point il y a des distinctions à faire. Oui, à l'époque de l'invasion des barbares, les évêques des Gaules ont refréné les appétits grossiers et sanguinaires de ces chefs qui n'avaient pas la moindre notion de justice et de sens moral, et c'était bien le moins que dussent faire les évêques, puisqu'ils leur avaient ouvert les portes. On citera toujours, entre autres, comme un acte de vrai courage et de haute raison les vigoureuses remontrances de saint Germain à Chilpéric. Oui, encore au moyen âge, Rome a souvent plaidé la cause des peuples, et le clergé français n'a pas souscrit aux maximes despotiques des jurisconsultes de Philippe le Bel. Le roc enfin contre lequel s'est brisé l'orgueil de Charles Ier a été l'esprit religieux de l'Ecosse et de l'Angleterre. Mais si le clergé s'est opposé au *despotisme* des rois, c'est parce qu'il n'aime que le sien propre, et Dieu sait s'il en use et abuse! Comment le clergé pourrait-il s'absoudre de toute complicité avec le *despotisme*, quand tous les écrivains sacrés sans exception nous le donnent comme une institution d'origine divine à laquelle on ne saurait attenter sans s'en prendre à Dieu même? Qui, plus que les prêtres et les docteurs de l'Eglise, depuis Samuel jusqu'à saint Paul et depuis saint Thomas jusqu'à Bossuet, a prêché aux peuples l'obéissance absolue? Qui a légitimé et légitime encore jusqu'à l'esclavage? Le sacerdoce et l'empire peuvent se disputer la domination; mais lorsqu'il s'agira de brûler Jean Huss ou Savonarole ils seront toujours d'accord. Il y a une vingtaine d'années, dans un écrit où il déplorait les écarts de l'esprit philosophique qui, en affaiblissant les croyances, frayait, disait-il, le chemin au *despotisme*, M. de Cormenin nous vantait les vertus civiques du clergé français. « Qu'il sorte un sabre, s'écriait-il, n'importe de quel fourreau : qui lui résistera si ce n'est le clergé au nom de la religion et de la liberté?... » Nous avons vu le clergé à l'œuvre, et la démocratie française en gardera longtemps le souvenir....

Non : il n'y a d'autre frein au *despotisme* que l'affranchissement des peuples et leur éducation dans le sens de la liberté. Il peut être limité jusqu'à un certain point par des institutions mixtes, dont l'ensemble forme ce qu'on est convenu d'appeler la monarchie constitutionnelle. Mais ceci nous éloignerait de notre sujet, et ce que nous aurions à ajouter trouvera mieux sa place au mot MONARCHIE.

Nous allons terminer ces longs développements par un article important intitulé : *Physiologie du despotisme d'après Benjamin Constant*, qui a paru en 1869 dans la *Revue politique*, sous la signature de M. Frédéric Morin.

« L'*Essai sur l'esprit de conquête et d'usurpation* est le plus beau livre d'analyse politique qui ait été écrit depuis l'*Esprit des lois*. Benjamin Constant se propose d'y montrer comment naissent, vivent et disparaissent ces *despotismes* d'une heure — c'est-à-dire d'une génération — qui s'improvisent au milieu des luttes civiles par un coup de violence, qui rattachent à leur sort les déclassés des divers partis, puis trônent avec l'insolence équivoque des parvenus, et enfin tombent sous l'effort et le mépris de tous les honnêtes gens.

» La doctrine générale développée dans le livre de Benjamin Constant avec la puissance analytique de Condillac et la colère profonde et vengeresse de Tacite peut se résumer, pour un observateur, dans les termes suivants : Tous les *despotismes* sont funestes; ils abaissent les peuples, ils les condamnent à la superstition et à l'hypocrisie; ils leur ôtent tout sentiment moral, ils inquiètent leurs intérêts, et par conséquent ils les ruinent après les avoir déshonorés; mais, de tous les *despotismes*, celui qui est à la fois le plus corrupteur, le plus immonde, le plus inintelligent et le plus onéreux, c'est le *despotisme* qui s'installe brusquement sans avoir de racines dans les siècles, c'est l'*usurpation*. « Je ne suis point » assurément, écrit notre auteur, le par» tisan du *despotisme*, mais s'il fallait choisir » entre l'*usurpation* et un *despotisme* conso» lidé, je ne sais si ce dernier ne me semble» rait pas préférable. »

» Cette thèse est généralement vraie; cependant, pour rester dans les limites d'une impartialité absolue, il faut avouer que l'*usurpation* a deux avantages sur le *despotisme* traditionnel.

» Quand le *despotisme* vient de naître, il hérite de la liberté, et cette circonstance lui permet d'accomplir tant bien que mal une ou deux réformes, en tarissant, il est vrai, la source de toutes les autres. En effet, le souverain, étant un parvenu qui hier encore vivait de la vie commune, a été nécessairement en rapport avec l'opinion publique; et cette opinion lui a, pour ainsi dire, désigné à l'avance quelques mesures plus ou moins utiles qu'elle aurait réalisées sans lui, si elle était restée souveraine, mais qu'à son tour il peut réaliser sans elle, par cela seul qu'elle en a préparé l'avénement. Mais voici où le *despotisme* traditionnel reprend l'avantage : précisément parce qu'il est le fils des siècles, qu'il est arrivé lentement et par des transformations successives à tout dominer, qu'il fait corps avec de vieilles habitudes, il est tempéré par les éléments sociaux mêmes qui l'ont soutenu, et qui le soutiennent encore, mais qui le soutiennent en le limitant. Il est plus fort, beaucoup plus fort que chacun d'eux isolément, et c'est pour cela qu'il est le *despotisme*, mais il est obligé de compter avec eux; les bornes qui s'opposent à ses entreprises, toutes flottantes et pour ainsi dire élastiques qu'elles soient, ne peuvent toutefois reculer indéfiniment, et c'est pourquoi il se caractérise plutôt encore par un arbitraire redoutable que par la tyrannie. Ajoutez que, dans ce système, le prince régnant est regardé par tous et se sent lui-même comme un être abstrait et impersonnel, et que le temps, qui consacre son pouvoir à l'égard de la superstition populaire, diminue pour lui la nécessité de s'en servir et le besoin d'en faire parade. Il n'en est pas de même du despote qui a langui de longues années dans l'attente fiévreuse de la domination, et qu'un coup de hasard plus ou moins criminel a hissé soudain au faîte de la société. Outre qu'il a l'orgueil insolent du parvenu, rien dans le passé ne l'arrête; les corps politiques placés entre le peuple et lui n'ont point de consistance, puisqu'ils sont sa création et qu'ils sentent bien qu'ils périraient avec lui. C'est ce qu'a bien compris Benjamin Constant : « L'usurpation, dit-il, est une force » qui n'est modifiée ni adoucie par rien. Elle » est nécessairement empreinte de l'indivi» dualité de l'usurpateur, et cette individua» lité, par l'opposition qui existe entre elle et » tous les intérêts antérieurs, doit être en état » perpétuel de défiance et d'hostilité. »

» En d'autres termes, l'*usurpateur*, par la fatalité de son crime originel, n'est pas seulement un despote, c'est quelque chose de pire, c'est un tyran.

» Le despotisme improvisé par un acte de violence a un second caractère, suivant Benjamin Constant; sa nature et son instinct de conservation le portent essentiellement à la politique belliqueuse; l'esprit de conquête est inséparable de l'esprit d'usurpation. « L'usur» pateur doit toujours être à la tête de ses » prétoriens. Il en serait le mépris s'il n'en » était l'idole..... De là, sous un usurpateur, » des guerres sans cesse renouvelées; ce sont » des prétextes pour s'entourer de gardes; ce » sont des occasions pour façonner ces gardes » à l'obéissance; ce sont des moyens d'éblouir » les esprits et de suppléer par le prestige de » la conquête au prestige de l'antiquité. »

» Cette seconde proposition de Benjamin Constant est vraie, mais elle n'est pas la vérité même, et il faut la compléter pour bien comprendre certaines exceptions apparentes qu'elle comporte, pour bien comprendre surtout que le *despotisme* des parvenus ne frappe pas la société en un seul endroit, mais à plusieurs, et principalement à l'endroit sensible.

» Oui, l'*usurpateur*, en général, a besoin de la guerre autant que la liberté a besoin de la paix. Nous n'avons pas besoin, pour prouver cette vérité, que l'instinct seul révèle, de longs raisonnements; l'histoire de ce siècle en est l'attestation vivante. Mais pourquoi l'usurpation est-elle si essentiellement belliqueuse? Elle l'est d'abord parce qu'en vertu de son origine elle s'appuie sur une armée, autant que possible séparée de la nation; mais, de plus, elle a besoin de donner aux peuples qu'elle gouverne, pour leur faire oublier les libertés perdues, des spectacles extraordinaires et des distractions puissantes. Ce que Benjamin Constant n'a pas vu, c'est que ces distractions puissantes peuvent être cherchées par le despote autre part que dans la guerre. L'agiotage en grand peut les fournir.

» La passion du jeu a des analogies profondes avec celles de la guerre, elle est aussi vive; et à certaines époques, quand le crédit a été fondé par plusieurs années de liberté, on peut la généraliser chez un peuple et lui donner, pendant quelque temps, le moyen de se satisfaire. Soulouque ne fit que des guerres assez courtes avec les Dominicains, mais il créa des monopoles d'Etat, moins encore pour s'enrichir que pour donner des occasions de lucre immense à ses partisans. Octave, qui n'avait à redouter qu'un réveil dans Rome, fit dans cette ville d'immenses travaux publics pour y développer le goût des spéculations fiévreuses sur les terrains.

» Chez un peuple qui serait à la fois très-fier de ses traditions glorieuses et très-vivement préoccupé de ses besoins économiques, le despote ne pourrait pas se contenter de guerroyer de temps à autre, il faudrait qu'il entremêlât ses batailles et ses expéditions de vastes et innombrables entreprises d'agiotage; et le mécontentement de la Bourse le menacerait autant que l'humiliation de son armée.

» Le troisième caractère du *despotisme* des parvenus, c'est qu'il est l'ennemi implacable de la pensée humaine. Le *despotisme* traditionnel ne lui est certes pas favorable, il se rattache au passé et il le défend d'instinct contre les innovations. Cependant il se défie des idées nouvelles, parce qu'elles sont nouvelles, et non parce qu'elles sont des idées. Il déteste plus les agitations de l'esprit philosophique que l'esprit philosophique lui-même. Bien plus, si cet esprit fait partie intégrante des traditions nationales, il le ménage à ce titre. Louis XIV exerça, à tout prendre, une influence funeste sur les lettres françaises; elles auraient eu sans lui plus de mouvement, de largeur et de nerf; mais enfin elles peuvent fleurir à côté de son trône. Le cartésianisme lui-même fut plutôt inquiété et tracassé que véritablement opprimé par ses ministres. Il n'en fut pas de même sous Napoléon : sa rude main arrêta le cours de la pensée française et sembla la congeler pendant quinze ans.

» Dans les dernières années du XVIIIe siècle, une vaste révolution littéraire et même intellectuelle, suite naturelle de la révolution politique, se préparait activement; elle était sur le point d'éclore, quand le 18 brumaire survint. Elle avorta, ou du moins elle ne put être reprise qu'après la chute de l'Empire. Et il n'y eut pas seulement une perte de temps de quinze années, une génération sacrifiée, qui ne fut bonne qu'à admirer le *Génie du Christianisme*, Luce de Lancival et Pigault-Lebrun : un vague mysticisme s'empara des âmes et noya dans les ténèbres toutes les idées qui voulaient se faire jour, tous les esprits qui tentaient un effort vers l'inconnu. C'est ainsi que la révolution littéraire, au lieu de suivre le large et viril programme de Mme de Staël, se vit condamnée à suivre celui de Chateaubriand. C'est ainsi que, lorsque la philosophie se réveilla sur les ruines de l'Empire, elle avait contracté je ne sais quel germe de faiblesse incurable, et elle ne fut capable que d'enfanter le système de M. Cousin.

» Il faudrait écrire tout un volume pour montrer le mal que le 18 brumaire a fait à la pensée française. Benjamin Constant a décrit avec une indignation éloquente le *despotisme* que Napoléon fit peser sur l'esprit humain; il a montré la « carrière de la pensée » proprement dite fermée par son ordre, et » définitivement fermée; » il a montré « la » génération éclairée disparaissant graduel» lement, et la génération suivante, ne voyant » dans les occupations intellectuelles aucun » avantage, y voyant même des dangers et » s'en détachant sans retour. » Puis il a condensé sa théorie douloureuse des faits dont il était le témoin dans la phrase suivante, que nous recommandons à la méditation des contemporains : « *Il y a, dit Condillac, deux » sortes de* barbarie, *l'une qui précède les » siècles éclairés, l'autre qui leur succède.* La » première est un état désirable si vous la » comparez à la seconde; mais c'est seule» ment vers la seconde que l'arbitraire peut » aujourd'hui ramener les peuples; et par là » même leur dégradation est plus rapide; car » ce qui avilit les hommes, ce n'est point de » ne pas avoir une faculté, c'est de l'abdi» quer. »

» Aussi les hommes éclairés sont-ils les ennemis nés de ce que Benjamin Constant appelle l'*usurpation :* ils sentent d'instinct qu'elle amène sur ses pas, par une fatalité inexorable, non-seulement l'humiliation nationale et peut-être l'invasion, non-seulement la tyrannie la plus exécrable, non-seulement l'insécurité, la ruine et la misère, mais encore l'abdication honteuse de la raison humaine.

» Quatrième caractère du *despotisme* improvisé : ce *despotisme* est profondément hypocrite et il ne vit que de l'hypocrisie de ceux qui le servent. En effet, sous les vieilles monarchies, l'opinion existe à peine, ou du moins elle n'existe que lorsque la Révolution est prochaine; le prince fait ce qu'il veut et n'a besoin de tromper personne. Au contraire, sous une tyrannie toute neuve, l'opinion, qui hier encore était souveraine, reste une puissance toujours tentée d'agir et de se manifester; il faut donc ruser constamment avec elle et lui persuader qu'elle désire avec ardeur ce que le maître a résolu de faire. Napoléon Ier avait inventé, pour la séduire, un mot curieux et significatif; il prétendait la devancer. Benjamin Constant a répondu à ce sophisme assez misérable par un trait spirituel et juste : « Quand l'autorité, écrit-il, dit » à l'opinion, comme Séid à Mahomet :

J'ai devancé ton ordre,

» l'opinion lui répond, comme Mahomet à » Séid :

Il eût fallu l'attendre.

» Et si l'autorité refuse le délai, l'opinion se » venge. »

» Il résulte de là que le *despotisme* improvisé joue une perpétuelle comédie de liberté. A Rome, Octave garda le sénat, le tribunat, les élections populaires qui devaient être supprimées sous Tibère; seulement c'était lui qui dirigeait les délibérations du sénat, c'était lui qui avait la puissance tribunitienne, c'était lui qui indiquait au peuple ses candidats. Supposez un peuple moderne ayant pratiqué les institutions parlementaires. Le despote conservera nécessairement une ombre de parlement, une apparence de presse, un simulacre de scrutin, mais quel scrutin! quelle presse! quel parlement! Benjamin Constant a tracé un portrait immortel de ce journalisme immonde que les tyrans et leurs ministres payent directement ou indirectement, pour servir leur cause et mentir : « Le *des» potisme*, dit-il, étouffe la liberté de la presse, » l'usurpation la parodie. Or, quand la liberté » de la presse est tout à fait comprimée, l'opi» nion sommeille, mais rien ne l'égare; quand, » au contraire, des écrivains soudoyés s'en » saisissent, ils discutent comme s'il était » question de convaincre; ils s'emportent, » comme s'il y avait de l'opposition; ils insul» tent, comme si l'on avait la faculté de ré» pondre; leurs diffamations absurdes prélu» dent à des condamnations barbares; leurs » plaisanteries féroces préludent à d'illégales » condamnations; leurs démonstrations nous » feraient croire que leurs victimes résistent, » comme en voyant de loin les danses fréné» tiques des sauvages autour des captifs qu'ils » tourmentent, on dirait qu'ils combattent les » malheureux qu'ils vont dévorer. »

» Cependant, il est un fait curieux et que l'illustre publiciste n'a pas su prévoir et discerner. A la longue, et à moins que la guerre n'absorbe tous les esprits dans l'ivresse malsaine d'une gloire sanglante et éphémère, cette hypocrisie libérale à laquelle le despote est condamné se retourne contre lui. Les Chambres de Napoléon Ier ne lui furent fidèles que lorsqu'il fut victorieux. La presse est encore moins facile à diriger, quand elle est entrée dans les habitudes publiques. Après quelques années de défaillance, il se forme des écrivains ingénieusement intrépides qui flagellent sans pitié des crimes et des vices qu'ils n'ont pas besoin de spécifier pour être entendus de tout le monde. La presse officieuse elle-même, avec ses fanfaronnades cyniques, avec sa littérature de bas étage, sert de prétexte à des récriminations légitimes qui atteignent ceux qui l'inspirent; on frappe à coups redoublés le gouvernement qui se cache sous son enveloppe, comme Scapin frappait Géronte dans le sac comique où il avait eu l'art de l'enfermer. Le despote ne peut dire : Ne glorifiez pas la vertu, car elle me nuit; ne flétrissez pas la fourberie, car la fourberie c'est moi; ne condamnez pas le vol et l'assassinat politiques, car le vol et l'assassinat c'est moi encore. Bientôt, toutes les félonies, toutes les fautes, toutes les turpitudes de son règne sont mises à jour. C'est lui maintenant qui sent, à chaque minute, sur ses épaules meurtries des coups qu'il ne peut rendre. L'esprit qu'il déteste et qu'il est impuissant à atteindre, semblable à un insecte ailé, harcèle, pique, essouffle, exaspère, ensanglante le tigre qui se roule sur le sol, dans sa rage ridicule, et qui succombe enfin dans cette lutte inégale.

» De ce que nous venons de dire, il résulte que le *despotisme* improvisé par coup d'Etat, mille fois plus funeste aux peuples que le *despotisme* séculaire, a cependant sur lui un avantage incomparable : il meurt plus facilement et plus vite, et le *despotisme* n'a pas d'autre qualité que de pouvoir être renversé par l'indignation et le mépris des honnêtes gens.

» Comme l'usurpation, par suite des crimes odieux qui lui ont permis de s'établir sur les ruines de la liberté, et des violences fatales qu'elle commet pour se maintenir, trouble également les intérêts et les esprits, les esprits et les intérêts, malgré leur dissidence ordinaire, s'unissent pour se liguer contre elle. — Les intérêts se disent : Tout restera incertain, précaire, anxieux sous cet homme; qu'il disparaisse. — Les esprits murmurent : Sous cet homme, il ne peut y avoir que décadence intellectuelle et décadence morale. — Alors le *despotisme* ne répond plus à rien, pas même aux appétits, et il a perdu sa condition d'existence. Il subsiste encore quelques mois ou quelques années par la masse administrative, mais tout le monde sent et déclare qu'il disparaîtra à la première occasion, ce qui contribue encore à l'affaiblir.

» Le prince, à ce moment critique, tantôt rassuré jusqu'à l'imprudence, tantôt inquiet jusqu'à la menace vaine, continue de jouir et de donner des fêtes plus ou moins splendides. Mais déjà ses plus hauts fonctionnaires se livrent à des confidences compromettantes. Leur servilité reste complète, mais elle se marie à une hypocrisie quotidienne; ils voient et agissent comme le vizir, quand le vizir les surveille; mais, dès qu'il n'est plus là, ils le diffament par instinct autant que par calcul, et ils le calomnieraient au besoin si le vizir d'un despote pouvait être calomnié.

» Au milieu de tout cela, le public, le grand public anonyme, qui ne commence aucun mouvement, mais qui décide des choses humaines, se prononce de plus en plus contre le gouvernement. Les livres qui attaquent le pouvoir sont lus avec fureur, les orateurs qui l'accusent acquièrent par un seul discours éloquent et courageux une immense réputation. Dans les cercles, dans les salons, personne n'ose prendre en main sa défense. En vain, irrité de tant de résistances inattendues, le tyran fait appel à la compression et accumule les procès : ceux qu'il fait comparaître devant sa justice, sentant l'opinion publique qui les appuie, oublient de se justifier pour le mettre en accusation, et les juges mêmes qu'il a triés entre mille, pour rendre des services et non des arrêts, incertains, éperdus, absolvent des adversaires qu'ils ne peuvent s'empêcher d'honorer ou ne leur infligent que des peines presque dérisoires. A ce moment-là, tout est fini, et un despote habile mettrait la clef sous la porte.....

» Benjamin Constant a donc eu raison de dire : « La tyrannie, l'injustice sont tellement » contre nature, qu'il ne faut qu'un effort, » une voix courageuse pour tirer l'homme de » cet abîme. Il revient à la morale par le » malheur qui résulte de l'oubli de la liberté... » La durée de l'usurpation est impossible. »

» Eschyle avait déjà dit dans un vers merveilleux de simplicité, d'énergie et de profondeur : « Elles passent toujours vite les puis» sances nouvelles! »

» Que tous les opprimés du monde méditent cette leçon de la sagesse antique qui s'est toujours vérifiée, et qu'ils la méditent non pour se reposer sur le temps de la destruction de la tyrannie, mais pour la hâter par des efforts constants et courageux : ces efforts ne seront pas perdus; la tyrannie n'a pas la vie dure, il suffit de la mépriser pour la comprendre, de la regarder en face pour la faire reculer, et de la combattre avec activité et avec dédain pour la renverser. »

Despotisme (ESSAI SUR LE), par Mirabeau (1776). Ce livre parut avec le nom de son auteur, mais le lieu de publication n'était pas indiqué. Ceux qui ont présidé à la confection des dictionnaires bibliographiques se sont cependant accordés à dire qu'il avait été imprimé à Londres. Toutefois, l'auteur des *Mémoires sur Mirabeau* prétend qu'il vendit l'*Essai sur le despotisme* en Hollande, pour cinquante louis; il est vrai que plus loin il affirme qu'il le livra à un libraire de Neufchâtel pour cent louis; en résumé, il ne tranche pas la question. Nous croyons pouvoir écrire avec certitude que l'auteur vendit deux fois son livre, et lui-même nous servira d'autorité pour décider ce point jusqu'ici en litige. Nous voyons, en effet, dans une lettre qu'il écrivit à un libraire de Hollande, que la première édition de son livre a été faite à Neufchâtel et qu'il proposa à son correspondant de Hollande de lui vendre la seconde édition.

Mirabeau composa son *Essai* à l'âge de vingt-trois ans, pendant un séjour dans ses terres, où il avait été confiné par son père en punition de quelques fautes assez graves. L'*Essai sur le despotisme* fut écrit en moins de trois mois, évidemment sous l'impression qu'avait dû causer à son auteur la lecture approfondie de Tacite et de Rousseau. Il ne faut pas croire cependant que cet *Essai* soit une imitation servile de l'antiquité; notre analyse prouvera le contraire. Mirabeau commence par observer dans le cœur humain les passions qui produisent le despotisme; il passe ensuite de l'homme à la société. D'abord il se demande si l'homme est naturellement bon. A cette question il répond par oui et non, car il fait une distinction entre l'homme pris en particulier et l'homme considéré comme être sociable. « Oui, dit-il, l'homme sociable est naturellement bon, car sans cela la société ne pourrait pas exister. » Il va donc s'attacher à prouver que cet homme sociable est essentiellement bon, qu'il ne peut être heureux qu'en remplissant cette condition nécessaire de son être, et qu'il sera toujours juste et heureux quand on l'éclairera sur ses véritables intérêts, intérêts toujours conformes à la justice et relatifs à son bonheur. Mais, objectera-t-on, il existe des passions. D'après Mirabeau, elles ne sont point un obstacle; car, si la nature n'avait pas voulu que les passions pussent être dirigées vers le bien général, la nature se serait opposée à ce qu'il existât une société. Ce raisonnement est des plus simples; il est évident en effet que les passions, ennemies les unes des autres, si elles ne pouvaient être dirigées, entraîneraient la destruction de la société. Il est donc rigoureusement établi que l'homme intimement lié à la société est bon, parce que la condition d'existence de la société est la justice et la bonté. On voit la portée de ce raisonnement; il tend à prouver que la justification du despotisme est impossible, puisque c'est un état anomal, opposé à la nature même de la société.

Mais, s'il ne saurait être justifié, le despotisme peut être expliqué. Il sera facile à Mirabeau de démontrer par la logique et l'histoire que le désir d'être despote est aussi naturel à l'homme sociable que la haine des despotes l'est à celui que la servitude n'a point dénaturé. Ce fait d'admettre que l'homme est naturellement bon et cependant enclin au despotisme ne constitue point une contradiction : la justice et la bonté ne consistent pas à ne pas avoir de passions, mais à leur donner un frein. Malheureusement pour les hommes, le désir de la supériorité est la passion la plus active du cœur humain, et, d'un autre côté, le désir d'abaisser les autres tient inséparablement à celui de s'élever : ces deux passions combinées produisent la tyrannie et l'esclavage. De tous ces raisonnements il ressort un fait capital, que l'auteur met en pleine lumière, c'est que la liberté est inaliénable. Qu'on n'aille pas dire avec Rousseau que le despotisme est la conséquence de la société, il en est plutôt l'anéantissement : c'est un état contre nature, qui résulte de l'amour peu éclairé des souverains pour les jouissances, et de l'oubli des peuples pour leurs droits. Dire que la société a fait l'esclavage, c'est lui dire qu'elle a tort d'exister; il est plus raisonnable, puisqu'elle existe, de chercher à l'éclairer. « Si l'homme, dit Mirabeau, par sa constitution naît avec des dépendances nécessaires, nœud essentiel de la société, cette société doit donner le plus de liberté possible aux individus qui la composent, en étendant la masse de leurs propriétés et en multipliant leurs jouissances. Sans cette loi, plus de consistance, plus d'ensemble, ou, pour tout dire en un mot, plus de société, car la formation de celle-ci n'est que l'extension des relations primitives et non leur abolition. Or, les premières relations naturelles sont d'aider et de faire du bien pour en recevoir et être aidé. »

On a quelquefois comparé l'*Essai sur le despotisme* au *Traité de la servitude* de La Boëtie. C'est méconnaître étrangement le caractère de cette œuvre toute pratique et qui révèle le tribun, l'homme qui se mêlera activement aux affaires publiques, tandis que la seconde n'est qu'une œuvre de philosophie spéculative, une imitation des traités de Sénèque. Mirabeau attaque ouvertement les institutions de son temps, les emprunts, les armées permanentes, l'administration. Avec quel dédain il parle de la grandeur factice de la royauté de Louis XIV! Et dans les propositions suivantes ne devine-t-on pas celui qui plus tard lancera la célèbre apostrophe à M. de Dreux-Brézé : « Le monarque n'est respectable qu'alors qu'il est le père, le défenseur, l'organe de la patrie, pour l'avantage de laquelle il fut élevé. Le devoir, l'intérêt et l'honneur ordonnent de résister à ses ordres arbitraires et de lui arracher même le pouvoir dont l'abus peut amener la subversion de la liberté, s'il n'est point d'autres ressources pour la sauver. Vous devez tout à l'observation des lois et vous n'êtes tenu à l'obéissance que relativement à elles. » On le voit, Mirabeau parle de tous les abus, excepté de ceux de l'Eglise. Laissons-le, à ce sujet, s'expliquer lui-même; il nous donnera en même temps son opinion sur son œuvre : « Je me repens d'avoir mutilé un sujet si beau, et si je meurs ici (au donjon de Vincennes), si je n'ai ni le temps, ni la force d'écrire en grand, et comme je la méditais, l'histoire du despotisme, le plus bel ouvrage qui reste à faire, on trouvera dans mes papiers la preuve que ce n'est ni par ignorance, ni par pusillanimité, mais seulement par hâte et par négligence, que je n'ai rien dit du despotisme sacerdotal. » Mirabeau se montre trop modeste, aussi ne le jugeons-nous pas d'après lui-même; nous préférons nous ranger à l'opinion de ses contemporains, qui l'avaient deviné et qui avaient vu dans l'*Essai sur le despotisme* une promesse de génie. Voici ce qu'en disait la *Gazette* de 1776 : « C'est l'ouvrage le plus fier qui ait encore été écrit sur cette matière. Il fut composé durant les dernières années d'oppression du règne de Louis XV, pour ranimer les restes d'une liberté mourante, pour opérer une révolution contre le ministère, dont il dépeint les injustices, les vexations, les atrocités avec une plume d'acier. »

Après avoir dit que Mirabeau a puisé aux sources premières et qu'il a feuilleté laborieusement les vieilles archives de la monarchie, La Harpe le loue de l'intention de ce vigoureux coup d'essai, et, d'accord en cela avec l'auteur, il ajoute : « Mirabeau, en publiant cet *Essai*, plusieurs années après l'avoir composé, sentait et avouait lui-même tout ce qui manquait à cette première production de sa jeunesse. Le sujet n'est pas rempli, le plan n'est pas digéré, la diction n'est point soignée. Il y a beaucoup de lieux communs, des répétitions et des contradictions; c'est, en un mot, le travail informe d'une jeune tête qui fermente et cède au besoin de répandre au dehors une foule d'idées et de connaissances récemment acquises, avant d'être en état de faire un choix, d'embrasser un ensemble, de classer les objets et de leur donner la forme et le tour, de manière à se les rendre propres. Ce n'est encore ici que le produit brut de ses lectures, et ce qui est de sa mémoire y tient plus de place que ce qui est de son esprit. Cependant on aperçoit déjà ce que sera cet esprit quand il aura travaillé sur les idées d'autrui assez pour s'en faire qui soient à lui. On voit qu'il aura la force d'expression qui l'accompagne toujours; que son âme indépendante et fière donnera nécessairement de la hardiesse à ses conceptions et à son style; que, dédaignant toute espèce de préjugé, il repoussera tout esclavage, à commencer par celui de l'imitation; qu'en un mot, comme tout écrivain d'un vrai talent, il composera d'après lui-même, et imprimera à ses écrits l'empreinte de son caractère. »

L'ouvrage de Mirabeau mériterait d'être plus estimé et plus connu. Il peut fournir des arguments et des aperçus utiles à ceux qui revendiquent dans une société policée les droits de l'homme et du citoyen.

Despotisme renversé (LE). V. LIBERTÉ CONQUISE (la) ou le DESPOTISME RENVERSÉ, drame.

DESPOTO-DAGH, l'ancien Rhodope, chaîne de montagnes de la Turquie d'Europe, dans la Roumélie; elle s'étend sur une longueur de 260 kilom., depuis les Balkans jusqu'à la Maritza. Les versants de cette chaîne, dont les cimes les plus remarquables sont le Rilo et le Courou, sont sillonnés d'une multitude de petites rivières qui vont se jeter, d'un côté dans la Maritza, de l'autre dans l'Archipel.

DESPOUL, ville de Perse. V. DEZPOUL.

DESPOURRINS (Cyprien), poëte béarnais, né à Accous, dans la vallée d'Aspe, en 1698, mort en 1755. Ses ancêtres étaient bergers. L'un d'eux, ayant fait fortune en Espagne, acheta l'abbaye de Saint-Juzan, avec tous les droits féodaux et le titre de noblesse qui étaient attachés à ce domaine. Pierre Despourrins, père du poëte, servit avec distinction dans les armées de Louis XIV, et obtint même de ce roi le privilége d'ajouter trois épées nues à ses armes, en mémoire de trois duels consécutifs et heureux contre trois gentilshommes étrangers, avec lesquels il s'était pris de querelle. Cyprien Despourrins hérita des goûts champêtres de ses aïeux et en même temps du caractère belliqueux de son père. Une anecdote racontée par M. Rivarès, le premier qui, dans un excellent recueil de chansons populaires du Béarn, a rendu pu-